

Overwegende derhalve dat de gemeente Profondeville, in geval van aanwijzing van "AIEG" als distributienetbeheerder op het grondgebied van deze gemeente, een ingesloten gemeente zou zijn in de zin van het elektriciteitsdecreet, hetgeen in strijd zou zijn met artikel 10, § 1, lid 2, 3°, van het elektriciteitsdecreet;

Overwegende derhalve dat de voorwaarde van niet-insluiting niet is nageleefd wat "AIEG" betreft;

Overwegende dat de bepaling van artikel 10, § 1, tweede lid, 4°, van het elektriciteitsdecreet, dat bepaalt dat de distributienetbeheerder de enige is die door de gemeente wordt voorgesteld voor het beheer van het elektriciteitsdistributienet op haar grondgebied, door de gemeente Profondeville nageleefd is;

Overwegende dat uit de analyse die de "CWaPE" heeft verricht, blijkt dat de kandidatuur van "AIEG" niet voldoet aan alle voorwaarden die bepaald zijn in het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en in de uitvoeringsbesluiten daarvan;

Overwegende dat de in artikel 10, § 1, tweede lid, 3°, van het elektriciteitsdecreet bedoelde voorwaarde van niet-insluiting tot gevolg heeft dat, wat de gemeente Profondeville betreft, enkel "ORES Assets" aangewezen kan worden als beheerder van het elektriciteitsdistributienet op haar grondgebied;

Overwegende dat de "CWaPE" in haar advies van 16 juni 2022 een ongunstig advies uitbrengt over de aanwijzing van "AIEG" als beheerder van het elektriciteitsdistributienet voor het grondgebied van de gemeente Profondeville, en de Waalse Regering aanbeveelt "ORES Assets" met ingang van 26 februari 2023 ambtshalve aan te wijzen als elektriciteitsdistributienetbeheerder voor de gemeente Profondeville;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. "ORES Assets", waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Avenue Jean Mermoz 14, B-6041 Gosselies, wordt aangewezen als elektriciteitsdistributienetbeheerder op het grondgebied van de gemeente Profondeville met ingang van 26 februari 2023 voor een periode van twintig jaar, namelijk tot 26 februari 2043.

Art. 2. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 juli 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/205464]

1^{er} SEPTEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'exécution du décret du 22 décembre 2021 portant création d'une UAP de type 1 « Fonds bas carbone et résilience »

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 22 décembre 2021 portant création d'une UAP de type 1 « Fonds bas carbone et résilience », les articles 2, alinéa 1^{er}, 5, alinéa 1^{er}, 7, alinéa 3, 8 et 9, alinéa 3;

Vu le rapport du 24 janvier 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 juin 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} septembre 2022;

Vu l'avis 71.356/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 mai 2022, en application de l'art 84, § 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'application du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes (décret WBFin);

Considérant l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie du 13 septembre 2021;

Sur la proposition du Ministre du Climat;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret: le décret du 22 décembre 2021 portant création d'une UAP de type 1 " Fonds bas carbone et résilience ";

2° le Ministre: le Ministre du Climat;

3° l'administration: l'Agence wallonne de l'Air et du Climat.

CHAPITRE 2. — Fonctionnement du Fonds

Art. 2. Le Fonds est placé sous l'autorité de tutelle du Ministre.

Art. 3. § 1^{er}. Les marchés publics ou subventions ne peuvent pas faire l'objet d'une intervention du Fonds si le soumissionnaire ou le demandeur :

1° a fait l'objet d'une condamnation pour tout crime ou délit relevant de la traite des êtres humains, de corruption ou de blanchiment;

2° ne satisfait pas à ses obligations relatives au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale sauf :

a) lorsque le montant impayé ne dépasse pas le montant de 3.000 euros;

b) ou lorsque le soumissionnaire ou le demandeur peut démontrer qu'il possède, à l'égard d'une autorité administrative ou d'une entreprise publique, une ou des créances certaines, exigibles, libres de tout engagement à l'égard de tiers et équivalentes à 3.000 euros près;

3° est en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou ayant fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire.

Les exigences présentées à l'alinéa premier sont certifiées au moyen d'une déclaration sur l'honneur remise par le soumissionnaire ou le demandeur à l'administration.

§ 2. Le Ministre peut fixer des critères de sélection supplémentaires pour juger de la recevabilité d'une offre ou d'un projet dans le cadre de chaque marché public et chaque appel à projet.

Art. 4. Le Ministre définit les modalités d'octroi et l'objet de chaque subvention ainsi que l'objet de chaque marché public dans le respect des législations en vigueur, en accord avec les sujets identifiés aux articles 4 et 7 du décret. Pour ce faire, il consulte les membres du Gouvernement qui sont également compétents, afin de proposer des actions coordonnées et complémentaires avec les outils et mécanismes existants.

CHAPITRE 3. — *Les appels à projets*

Section 1^{re}. — Conditions d'octroi et procédure

Art. 5. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Ministre lance au moins un appel à projets par an.

Lorsque des besoins spécifiques et urgents apparaissent après le lancement des appels à projets visés à l'alinéa premier, en lien avec les objectifs visés aux articles 4 et 7 du décret, le Ministre peut lancer un appel à projets spécifique dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

§ 2. Le Ministre définit, le cas échéant en concertation avec les membres du Gouvernement compétents :

1° les modalités d'organisation des appels à projets;

2° les dates de lancement des appels à projets en tenant compte des budgets disponibles;

3° les dates et modalités d'introduction des dossiers après le lancement des appels à projets.

Les appels à projets sont publiés sur le site internet de l'administration.

§ 3. Les projets sont sélectionnés comme suit :

1° le Ministre fixe, le cas échéant en concertation avec les membres du Gouvernement compétents, les conditions d'admissibilité et les critères de sélection spécifiques à chaque appel à projets en tenant compte :

a) des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à sa viabilité et au bon fonctionnement du projet;

b) de la gestion financière et des ressources humaines du demandeur;

2° par la vérification de la pertinence des projets au regard des objectifs et des activités visés aux articles 4 et 7 du décret.

Le comité de sélection en charge de la sélection des projets est composé de représentants du Ministre, d'autres membres du Gouvernement compétents le cas échéant, des administrations et d'acteurs disposant d'une expertise ou de compétences techniques portant sur les thématiques visées dans les appels à projets et désignés par le Ministre.

Aucun membre ne siège au sein du comité de sélection si ses intérêts personnels ou ceux de l'organisme qu'il représente sont susceptibles d'entrer en concurrence avec la mission du Fonds.

§ 4. La sélection des projets a lieu dans les deux mois de la date limite de remise des projets prévue au sein de l'appel à projets.

Le Ministre peut compléter les procédures de sélection visées au paragraphe 3 et ajouter des conditions supplémentaires purement procédurales à l'appel à projets et, le cas échéant, une éventuelle pondération.

Art. 6. Est exclue du bénéfice des subventions :

1° la personne physique ou morale poursuivant par son activité des buts publicitaires;

2° l'activité qui est déjà entièrement subventionnée par un pouvoir public.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2°, si d'autres subventions publiques couvrent partiellement le financement de l'activité, la personne physique ou morale dont le projet a été sélectionné en informe l'administration et peut bénéficier de subventions pour le solde du financement de son projet.

Art. 7. La demande de subvention est introduite dans les formes et suivant les modalités déterminées par le Ministre.

Art. 8. L'administration procède à un examen de la demande de subvention. Le Ministre, le cas échéant en concertation avec les membres du Gouvernement compétents, ou le Gouvernement, décident de l'octroi ou non de celle-ci.

Art. 9. L'administration notifie au demandeur la décision.

Section 2. — Paiement des subventions

Art. 10. Le bénéficiaire transmet, à l'administration, un rapport sur le projet réalisé ou sur l'état d'avancement du projet réalisé pendant l'année civile précédente, dont le modèle et le délai sont déterminés par le Ministre.

Art. 11. La subvention est liquidée en trois tranches :

1° une première tranche, correspondant à une avance égale à 50 pourcents du montant total de la subvention, est liquidée dès la notification de la décision d'octroi de la subvention;

2° une deuxième tranche, égale à 25 pourcents du montant total de la subvention, est liquidée endéans les deux mois de la réception d'un rapport intermédiaire de l'activité subventionnée;

3° le solde est liquidé endéans les deux mois de la réception du dossier justificatif de l'emploi de la subvention, visé à l'article 14.

Section 3. — Comité d'accompagnement

Art. 12. Un comité d'accompagnement est convoqué par l'administration au cours de la période de subvention. L'administration est chargée de la rédaction du procès-verbal.

Le Comité d'accompagnement est chargé de contrôler la conformité des activités prévues dans le projet par rapport aux dispositions du présent arrêté et aux objectifs précisés à l'article 7 du décret.

Art. 13. La composition du Comité d'accompagnement est définie par le Ministre et, le cas échéant, les autres membres du Gouvernement concernés et reprend au minimum :

- 1° le Ministre ou son représentant;
- 2° un représentant de l'administration;
- 3° un expert ou deux experts ayant une expérience probante selon le thème de l'appel à projets et désigné par le Ministre;
- 4° un représentant du bénéficiaire.

Section 4. — Le contrôle

Art. 14. Pour obtenir le solde de la subvention, le bénéficiaire envoie un dossier justificatif de l'emploi de la subvention dans le délai déterminé par le Ministre qui suit la clôture ou le terme du projet subventionné. Passé ce délai, sauf cas de force majeure ou circonstance exceptionnelles dûment justifiées par écrit, la demande de liquidation de la subvention est jugée irrecevable.

Le dossier justificatif est adressé à l'administration.

Art. 15. Le dossier justificatif visé à l'article 14 est constitué comme suit :

- 1° un compte détaillé présentant l'ensemble des recettes et des dépenses liées aux missions réalisées dans le cadre de la présente subvention;
- 2° une attestation sur l'honneur de la personne habilitée à représenter le bénéficiaire, certifiant que les dépenses présentées en justification de cette subvention ne font l'objet d'aucun autre subside public;
- 3° les productions écrites ou visuelles ou la mention du site internet consultable;
- 4° un rapport d'activité final couvrant la totalité de la période de subvention, accompagné des pièces justifiant de la réalisation de projets concrets.

Section 5. — Recours

Art. 16. § 1^{er}. Le recours visé à l'article 9 du décret est introduit auprès de l'administration dans un délai de trente jours à partir du lendemain de la réception de la décision auprès du demandeur concerné.

§ 2. Le recours est signé et comprend au minimum les informations suivantes :

- 1° les nom, prénom et adresse du requérant;
- 2° si le requérant est une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège ainsi que les nom, prénom, adresse et qualité de la personne mandatée pour introduire le recours;
- 3° les références, l'objet et la date de la décision attaquée;
- 4° les moyens développés à l'encontre de la décision attaquée;
- 5° une copie de la décision attaquée.

§ 3. Le requérant peut, s'il en fait la demande dans le recours, être entendu par l'administration dans les formes prévues par le Ministre.

§ 4. L'administration envoie au Ministre le recours introduit, ainsi qu'un projet de décision dans un délai de septante jours à dater de la réception du recours.

Art. 17. Le Ministre statue sur le recours et envoie sa décision :

- 1° à l'administration;
- 2° au requérant.

CHAPITRE 4. — Disposition finale

Art. 18. Le Ministre du Climat est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} septembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/205464]

1. SEPTEMBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung, der die Ausführung des Dekrets vom 22. Dezember 2021 zur Einrichtung einer öVE des Typs 1 "Fonds für niedrige Kohlenstoffemissionen und Resilienz" betrifft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 22. Dezember 2021 zur Einrichtung einer öVE des Typs 1 "Fonds für niedrige Kohlenstoffemissionen und Resilienz", der Artikel 2 Absatz 1, Artikel 5 Absatz 1, Artikel 7 Absatz 3, Artikel 8 und Artikel 9 Absatz 3;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 24. Januar 2022;

Aufgrund der am 18. Juni 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. September 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 4. Mai 2022 in Anwendung von Artikel 84 Paragraf 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 71.356/4;

In der Erwägung der Anwendung des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten (WBFin-Dekret);

Aufgrund des am 13. September 2021 abgegebenen Gutachtens des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrats der Wallonie;

Auf Vorschlag des Ministers für Klima;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° das Dekret: das Dekret vom 22. Dezember 2021 zur Einrichtung einer öVE des Typs 1 "Fonds für niedrige Kohlenstoffemissionen und Resilienz";

2° der Minister: der Minister für Klima;

3° die Verwaltung: die Wallonische Luft- und Klimaagentur ("Agence wallonne de l'Air et du Climat").

KAPITEL 2 — *Funktionieren des Fonds*

Art. 2 - Der Fonds unterliegt der Aufsichtsbehörde des Ministers.

Art. 3 - § 1. Öffentliche Aufträge oder Zuschüsse können nicht Gegenstand einer Beteiligung des Fonds sein, wenn der Bieter oder der Antragsteller:

1° wegen eines Verbrechens oder Vergehens im Zusammenhang mit Menschenhandel, Korruption oder Geldwäsche verurteilt wurde;

2° seinen Verpflichtungen zur Zahlung von Steuern und Abgaben oder Sozialversicherungsbeiträgen nicht nachkommt, außer:

a) wenn der ausstehende Betrag den Betrag von 3 000 Euro nicht übersteigt;

b) oder wenn der Bieter oder Antragsteller nachweisen kann, dass er gegenüber einer Verwaltungsbehörde oder einem öffentlichen Unternehmen eine oder mehrere sichere, fällige und nicht durch Verpflichtungen gegenüber Dritten belastete Forderungen bis auf 3 000 Euro hat;

3° sich im Konkursverfahren, in Auszahlung, in der Einstellung der Geschäftstätigkeit oder in einer gerichtlichen Reorganisation befindet oder seinen Konkurs angemeldet hat oder Gegenstand eines Liquidations- oder gerichtlichen Reorganisationsverfahrens ist.

Die in Absatz 1 genannten Anforderungen werden durch eine eidesstattliche Erklärung bestätigt, die der Bieter oder Antragsteller der Verwaltung vorlegt.

§ 2. Der Minister kann zusätzliche Auswahlkriterien festlegen, um die Zulässigkeit eines Angebots oder Projekts im Rahmen jedes öffentlichen Auftrags und jedem Projektauftrag zu beurteilen.

Art. 4 - Der Minister legt die Modalitäten für die Gewährung und den Gegenstand jedes Zuschusses sowie den Gegenstand jedes öffentlichen Auftrags unter Beachtung der geltenden Gesetzgebung und in Übereinstimmung mit den in den Artikeln 4 und 7 des Dekrets bestimmten Themen fest. Zu diesem Zweck berät er sich mit den ebenfalls zuständigen Regierungsmitgliedern, um koordinierte Maßnahmen vorzuschlagen, die die bestehenden Mittel und Mechanismen ergänzen.

KAPITEL 3 — *Die Projektaufträge**Abschnitt — Gewährungsbedingungen und Verfahren*

Art. 5 - § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel veröffentlicht der Minister mindestens einen Projektauftrag pro Jahr.

Wenn nach der Veröffentlichung der in Absatz 1 genannten Projektaufträge ein spezifischer und dringender Bedarf in Verbindung mit den in den Artikeln 4 und 7 des Dekrets genannten Zielen entsteht, kann der Minister im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel einen spezifischen Projektauftrag veröffentlichen.

§ 2. Der Minister legt, gegebenenfalls in Absprache mit den zuständigen Regierungsmitgliedern, Folgendes fest:

1° die Modalitäten der Organisation der Projektaufträge;

2° die Daten für den Start der Projektaufträge unter Berücksichtigung der verfügbaren Haushaltsmittel;

3° die Daten und Modalitäten für die Einreichung von Akten nach der Veröffentlichung der Projektaufträge.

Die Projektaufrufe werden auf der Website der Verwaltung veröffentlicht.

§ 3. Die Projekte werden wie folgt ausgewählt:

1° der Minister legt, gegebenenfalls in Absprache mit den zuständigen Regierungsmitgliedern, die spezifischen Zulässigkeitsbedingungen und Auswahlkriterien für jeden Projektaufruf fest und berücksichtigt dabei:

a) die materiellen, menschlichen und finanziellen Mittel, die für seine Lebensfähigkeit und den reibungslosen Ablauf des Projekts erforderlich sind;

b) die Finanz- und Personalverwaltung des Antragstellers;

2° durch die Überprüfung der Relevanz der Projekte im Hinblick auf die in Artikel 4 und 7 des Dekrets genannten Ziele und Tätigkeiten;

Das Auswahlkomitee, das für die Auswahl der Projekte zuständig ist, setzt sich aus Vertretern des Ministers, gegebenenfalls anderer zuständiger Regierungsmitglieder, der Verwaltungen und der Akteure zusammen, die über Fachkenntnisse oder technische Kompetenzen verfügen, die sich auf die in den Projektaufrufen genannten Themen beziehen, und die vom Minister ernannt werden.

Kein Mitglied nimmt an den Tagungen des Auswahlausschusses teil, wenn seine persönlichen Interessen oder diejenigen der Einrichtung, die es vertritt, mit der Aufgabe des Fonds in Konkurrenz treten könnten.

§ 4. Die Auswahl der Projekte erfolgt innerhalb von zwei Monaten nach der in dem Projektaufruf vorgesehenen Frist für die Einreichung von Projekten.

Der Minister kann die in Paragraph 3 genannten Auswahlverfahren ergänzen und dem Projektaufruf zusätzliche, rein prozedurale Bedingungen und gegebenenfalls eine mögliche Gewichtung hinzufügen.

Art. 6 - Werden vom Anspruch auf Zuschüsse ausgeschlossen:

1° die natürliche oder juristische Person, die durch ihre Tätigkeit Werbezwecke verfolgt;

2° die Tätigkeit, die bereits vollständig von einer öffentlichen Behörde bezuschusst wird.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 2, wenn andere öffentliche Subventionen die Finanzierung der Tätigkeit teilweise decken, kann die natürliche oder juristische Person, deren Projekt ausgewählt wurde und die die Verwaltung darüber in Kenntnis gesetzt hat, für den Restbetrag der Finanzierung ihres Projekts Zuschüsse erhalten.

Art. 7 - Der Antrag auf Bezuschussung wird nach den vom Minister bestimmten Formvorschriften und Modalitäten eingereicht.

Art. 8 - Die Verwaltung nimmt eine Prüfung des Antrags auf Gewährung eines Zuschusses vor. Der Minister, gegebenenfalls in Absprache mit den zuständigen Regierungsmitgliedern, oder die Regierung entscheiden, ob dieser gewährt wird oder nicht.

Art. 9 - Die Verwaltung teilt dem Antragsteller den Beschluss mit.

Abschnitt 2 — Zahlung der Zuschüsse

Art. 10 - Der Begünstigte übermittelt der Verwaltung einen Bericht über das durchgeführte Projekt oder über den Stand des im vorangegangenen Kalenderjahr durchgeführten Projekts, dessen Muster und Frist vom Minister festgelegt werden.

Art. 11 - Der Zuschuss wird in drei Tranchen ausgezahlt:

1° eine erste Tranche, die einem Vorschuss in Höhe von 50 Prozent des Gesamtbetrags des Zuschusses entspricht, wird sofort nach der Notifizierung des Beschlusses über die Gewährung des Zuschusses ausgezahlt;

2° eine zweite Tranche in Höhe von 25 Prozent des Gesamtbetrags des Zuschusses wird innerhalb von zwei Monaten nach Erhalt eines Zwischenberichts über die bezuschusste Tätigkeit ausgezahlt;

3° der Restbetrag wird innerhalb von zwei Monaten nach Erhalt des in Artikel 14 genannten Nachweises über die Verwendung des Zuschusses ausgezahlt.

Abschnitt 3 — Begleitausschuss

Art. 12 - Ein Begleitausschuss wird von der Verwaltung während des Förderzeitraums einberufen. Die Verwaltung ist für die Erstellung des Protokolls zuständig.

Der Begleitausschuss wird damit beauftragt, die Übereinstimmung der im Projekt vorgesehenen Tätigkeiten mit den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses und den in Artikel 7 des Dekrets genannten Zielen zu überprüfen.

Art. 13 - Die Zusammensetzung des Begleitausschusses wird vom Minister und gegebenenfalls von den anderen betroffenen Regierungsmitgliedern festgelegt und umfasst mindestens:

1° den Minister oder dessen Vertreter;

2° einen Vertreter der Verwaltung;

3° einen Sachverständigen oder zwei Sachverständige, der/die eine nachweisliche Erfahrung gemäß dem Thema des Projektaufrufs besitzt/besitzen und vom Minister benannt wird/werden.

4° einen Vertreter des Begünstigten.

Abschnitt 4 — Kontrolle

Art. 14 - Um den Restbetrag des Zuschusses zu erhalten, reicht der Begünstigte innerhalb einer vom Minister festgelegten Frist nach Abschluss oder Beendigung des geförderten Projekts eine Akte zur Begründung der Verwendung des Zuschusses ein. Nach Ablauf dieser Frist wird der Antrag auf Auszahlung des Zuschusses außer in Fällen höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände, die gebührend schriftlich begründet werden müssen, als unzulässig betrachtet.

Die Begründungsunterlagen werden an die Verwaltung gerichtet.

Art. 15 - Die Begründungsunterlagen gemäß Artikel 14 bestehen aus:

1° einer detaillierten Abrechnung, die alle Einnahmen und Ausgaben im Zusammenhang mit den im Rahmen dieses Zuschusses durchgeführten Aufgaben ausweist;

- 2° einer eidesstattlichen Erklärung der zur Vertretung des Begünstigten befugten Person, dass die Ausgaben, die zur Rechtfertigung dieses Zuschusses vorgelegt werden, nicht Gegenstand eines anderen öffentlichen Zuschusses sind;
- 3° schriftlichen oder visuellen Produktionen oder dem Hinweis auf die konsultierbare Website;
- 4° einem abschließenden Tätigkeitsbericht, der den gesamten Förderzeitraum abdeckt, zusammen mit Belegen, die die Durchführung konkreter Projekte belegen.

Abschnitt 5 — Beschwerden

Art. 16 - § 1. Die in Artikel 9 des Dekrets genannte Beschwerde ist innerhalb von dreißig Tagen ab dem Tag, der auf den Tag folgt, an dem der betroffene Antragsteller den Beschluss erhalten hat, bei der Verwaltung einzureichen.

§ 2. Die Beschwerde wird unterzeichnet und enthält mindestens folgende Angaben:

1° Name, Vorname und Anschrift des Beschwerdeführers;

2° handelt es sich bei dem Beschwerdeführer um eine juristische Person, die Bezeichnung oder der Gesellschaftszweck, die Gesellschaftsform, die Anschrift des Gesellschaftssitzes und der Name, Vorname, die Anschrift und die Eigenschaft der Person, die bevollmächtigt ist, um die Beschwerde einzureichen;

3° Bezugsdaten, Gegenstand und Datum des angefochtenen Beschlusses;

4° die gegen den angefochtenen Beschluss erläuterten Mittel;

5° eine Kopie des angefochtenen Beschlusses.

§ 3. Der Beschwerdeführer kann, wenn er dies in der Beschwerde beantragt, nach den vom Minister vorgesehenen Formvorschriften von der Verwaltung angehört werden.

§ 4. Die Verwaltung sendet dem Minister die eingelegte Beschwerde sowie einen Entscheidungsentwurf innerhalb von sieben Tagen nach Erhalt der Beschwerde zu.

Art. 17 - Der Minister befindet über die Beschwerde und schickt seinen Beschluss:

1° an die Verwaltung;

2° an den Antragsteller.

KAPITEL 4 — Schlussbestimmung

Art. 18 - Der Minister für Klima wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. September 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/205464]

1 SEPTEMBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de uitvoering van het decreet van 22 december 2021 tot oprichting van een "UAP" (Waalse openbare bestuurseenheid) van het type 1 "Fonds voor een koolstofarme en veerkrachtige economie"

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 22 december 2021 tot oprichting van een "UAP" (Waalse openbare bestuurseenheid) van het type 1 "Fonds voor een koolstofarme en veerkrachtige economie", de artikelen 2, eerste lid, 5, eerste lid 1, 7, derde lid, 8 en 9, derde lid;

Gelet op het rapport van 24 januari 2022 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 juni 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 september 2022;

Gelet op advies nr. 71.356/4, van de Raad van State, gegeven op 4 mei 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de toepassing van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden (WBFin-decreet).

Gelet op het advies van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 13 september 2021;

Op de voordracht van de Minister van Klimaat

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet: het decreet van 22 december 2021 tot oprichting van een "UAP" (Waalse openbare bestuurseenheid) van het type 1 "Fonds voor een koolstofarme en veerkrachtige economie";

2° de Minister : de Minister van Klimaat;

3° de administratie : het « Agence wallonne de l'Air et du Climat » (Waals agentschap voor Lucht en Klimaat).

HOOFDSTUK 2. — *Werking van het Fonds*

Art. 2. Het Fonds staat onder de voogdij van de Minister.

Art. 3. § 1. Overheidsopdrachten of subsidies komen niet in aanmerking voor steun uit het Fonds indien de inschrijver of aanvrager :

1° veroordeeld is geweest voor een misdrijf of overtreding in verband met mensenhandel, corruptie of het witwassen van geld;

2° zijn verplichtingen inzake de betaling van belastingen of socialezekerheidsbijdragen niet nakomt, behalve :

a) wanneer het uitstaande bedrag niet hoger is dan 3 000 EUR;

b) indien de inschrijver of aanvrager kan aantonen dat hij ten aanzien van een bestuurlijke overheid of een overheidsbedrijf over één of meer zekere, opeisbare en niet jegens derden verschuldigde schuldvorderingen beschikt ter waarde van het dichtstbijzijnde bedrag van 3 000 euro;

3° in staat van faillissement, vereffening, stopzetting van de activiteiten, gerechtelijke reorganisatie verkeert, dan wel zijn faillissement heeft erkend of het voorwerp is van een procedure van vereffening of gerechtelijke reorganisatie.

De in het eerste lid vastgestelde eisen worden gestaafd met een verklaring op erewoord die door de inschrijver of de aanvrager aan de administratie wordt overgelegd.

§ 2. De Minister kan aanvullende selectiecriteria vaststellen voor de beoordeling van de ontvankelijkheid van een inschrijving of project in het kader van elke overheidsopdracht en elke oproep tot het indienen van projecten.

Art. 4. De Minister bepaalt de voorwaarden voor de toekenning en het doel van elke subsidie, alsmede het doel van elke overheidsopdracht, met inachtneming van de vigerende wetgeving, overeenkomstig de in de artikelen 4 en 7 van het decreet genoemde onderwerpen. Daartoe pleegt hij overleg met de leden van de Regering die eveneens bevoegd zijn, teneinde gecoördineerde en complementaire acties met bestaande instrumenten en mechanismen voor te stellen.

HOOFDSTUK 3. — *Oproepen tot het indienen van projecten*

Afdeling 1 — Voorwaarden voor toekenning en procedure

Art. 5. § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten doet de Minister ten minste één oproep tot het indienen van projecten per jaar.

Wanneer zich na de lancering van de in het eerste lid bedoelde oproepen tot het indienen van projecten specifieke en dringende behoeften voordoen in verband met de in de artikelen 4 en 7 van het decreet bedoelde doelstellingen, kan de Minister binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten een specifieke oproep tot het indienen van projecten doen.

§ 2. De Minister bepaalt, zo nodig in overleg met de bevoegde leden van de Regering:

1° de organisatie van de oproepen tot het indienen van projecten;

2° de data voor de lancering van de oproepen tot het indienen van projecten, rekening houdend met de beschikbare budgetten;

3° de data en procedures voor het indienen van dossiers na de lancering van de projectoproepen.

De oproepen tot het indienen van projecten worden bekendgemaakt op de website van de administratie.

§ 3. De projecten worden als volgt geselecteerd:

1° de Minister bepaalt, zo nodig in overleg met de bevoegde leden van de Regering, de toelatingsvoorwaarden en de specifieke selectiecriteria voor elke projectoproep, rekening houdend met :

a) de materiële, personele en financiële middelen die nodig zijn voor de levensvatbaarheid en de goede werking van het project;

b) het financieel beheer en het human resources-beheer van de aanvrager;

2° door de relevantie van de projecten ten opzichte van de doelstellingen en activiteiten bedoeld in de artikelen 4 en 7 van het decreet na te gaan.

Het selectiecomité dat belast is met de selectie van de projecten, bestaat uit vertegenwoordigers van de Minister, eventueel andere bevoegde leden van de Regering, overheidsdiensten en actoren die beschikken over expertise of technische vaardigheden met betrekking tot de thema's waarop de oproepen tot het indienen van projecten betrekking hebben, en die door de Minister worden aangewezen.

Geen enkel lid van de selectiecommissie mag zitting hebben in de commissie indien zijn persoonlijke belangen of die van de organisatie die hij vertegenwoordigt, in strijd kunnen zijn met de taakstelling van het Fonds

§ De selectie van de projecten vindt plaats binnen twee maanden na de in de oproep tot het indienen van projecten vermelde uiterste datum voor de indiening van de projecten.

De Minister kan de in paragraaf 3 bedoelde selectieprocedures aanvullen en aan de oproep tot het indienen van projecten aanvullende, louter procedurele voorwaarden toevoegen, alsmede, in voorkomend geval, een eventuele weging.

Art. 6. Komt niet in aanmerking voor subsidies:

1° een natuurlijke of rechtspersoon wiens activiteit reclamadoeleinden nastreeft;

2° een activiteit die reeds volledig gesubsidieerd wordt door een overheidsinstantie.

Met betrekking tot paragraaf 1, 2°, indien andere overheids subsidies de financiering van de activiteit gedeeltelijk dekken, brengt de natuurlijke of rechtspersoon wiens project werd geselecteerd de administratie daarvan op de hoogte en kan hij subsidies ontvangen voor het saldo van de financiering van zijn project.

Art. 7. De aanvraag om subsidie wordt ingediend in de vorm en op de wijze als door de Minister bepaald.

Art. 8. De administratie onderzoekt de aanvraag voor een subsidie. De Minister beslist, zo nodig in overleg met de bevoegde leden van de Regering, of de Regering de subsidie al dan niet toekent.

Art. 9. De administratie stelt de aanvrager in kennis van de beslissing.

Afdeling 2 — Betaling van de subsidies

Art. 10. De begunstigde dient bij de administratie een verslag in over het uitgevoerde project of over de voortgang van het project dat in het afgelopen kalenderjaar is uitgevoerd, waarvan het model en de termijn door de Minister worden vastgesteld.

Art. 11. De subsidie wordt in drie schijven uitbetaald:

1° een eerste schijf, overeenstemmend met een voorschot gelijk aan 50 % van het totale bedrag van de subsidie, wordt uitbetaald zodra de beslissing tot subsidieverlening is meegedeeld;

2° een tweede schijf, gelijk aan 25 procent van het totale bedrag van de subsidie, wordt betaald binnen twee maanden na ontvangst van een tussentijds verslag over de gesubsidieerde activiteit;

3° het saldo wordt betaald binnen twee maanden na ontvangst van het dossier ter verantwoording van het gebruik van de subsidie, bedoeld in artikel 14.

Afdeling 3. — Begeleidingscomité

Art. 12. Tijdens de subsidieperiode wordt door de administratie een begeleidingscomité bijeengeroepen. De administratie is verantwoordelijk voor het opstellen van de notulen.

Het Begeleidingscomité is belast met het toezicht op de conformiteit van de in het kader van het project geplande activiteiten met de bepalingen van dit besluit en met de in artikel 7 van het decreet omschreven doelstellingen.

Art. 13. De samenstelling van het Begeleidingscomité wordt bepaald door de Minister en, in voorkomend geval, de overige leden van de betrokken Regering en omvat ten minste :

1° de Minister of zijn vertegenwoordiger;

2° een vertegenwoordiger van de administratie;

3° één of twee deskundigen met bewezen ervaring in functie van het thema van de projectoproep en aangewezen door de Minister;

4° een vertegenwoordiger van de begunstigde.

Afdeling 4. — Controle

Art. 14. Om het saldo van de subsidie te verkrijgen, moet de begunstigde binnen de door de Minister vastgestelde termijn na de afsluiting of het einde van het gesubsidieerde project het bewijs van het gebruik van de subsidie toezenden. Na deze termijn wordt de aanvraag tot betaling van de subsidie als onontvankelijk beschouwd, behalve in gevallen van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden die naar behoren schriftelijk zijn gemotiveerd.

Het ondersteunend dossier wordt naar de administratie gestuurd.

Art. 15. Het in artikel 14 bedoelde ondersteunend dossier bestaat uit de volgende elementen:

1° een gedetailleerde rekening met alle ontvangsten en uitgaven in verband met de opdrachten die in het kader van deze subsidie worden uitgevoerd;

2° een verklaring op erewoord van de persoon die gemachtigd is de begunstigde te vertegenwoordigen, waarin wordt verklaard dat de uitgaven die ter verantwoording van deze subsidie worden ingediend, niet door een andere overheidssubsidie worden gedekt;

3° schriftelijke of visuele producties of de vermelding van de raadpleegbare website;

4° een eindverslag over de activiteiten tijdens de volledige subsidieperiode, vergezeld van bewijsstukken van de uitvoering van concrete projecten.

Afdeling 5. — Beroep

Art. 16. § 1. Het in artikel 9 van het decreet bedoelde beroep wordt bij de administratie ingesteld binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing door de betrokken aanvrager.

§ 2. Het beroep wordt ondertekend en bevat ten minste de volgende informatie:

1° de naam, voornaam en het adres van de verzoekende partij;

2° indien de verzoeker een rechtspersoon is, zijn naam of handelsnaam, zijn rechtsvorm, het adres van zijn maatschappelijke zetel, alsmede de naam, voornaam, adres en hoedanigheid van de persoon die gemachtigd is om het beroep in te stellen;

3° de referenties, het voorwerp en de datum van de bestreden beslissing;

4° 4° de tegen de bestreden beslissing aangevoerde middelen;

4° een kopie van de bestreden beslissing.

§ 3. De verzoekende partij kan, indien zij zulks in het beroepschrift verzoekt, door de administratie worden gehoord op de door de Minister voorgeschreven wijze.

§ 4. De administratie zendt het ingediende beroep, samen met een ontwerp van beslissing, binnen zeventig dagen na ontvangst van het beroep naar de minister.

Art. 17. De Minister beslist over het beroep en verstuurt zijn beslissing:

1° naar de administratie;

2° naar de verzoekende partij.

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepaling*

Art. 18. De Minister van Klimaat is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 1 september 2022.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO
De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2022/42010]

14 SEPTEMBER 2022. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de inhoud, de modaliteiten en de samenstelling van een reserve na afloop van het vergelijkend wervingsexamen voor Franstalige en Nederlandstalige kapiteins (M/V/X), voor de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met brandbestrijding en dringende medische hulp,

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, artikel 5;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 2011 houdende met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, vaststelling van de graden van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 juli 2017 houdende oprichting van Brussel Openbaar Ambt;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 augustus 2017 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp, de artikels 13 tot 17;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 juli 2019 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden tussen de ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, artikel 5, 8°;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 december 2019 tot vaststelling van de taalkaders van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 december 2021 houdende vaststelling van het personeelsplan van de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp voor het jaar 2021;

Gelet op het verslag aan de minister van 5 maart 2020 betreffende de motivatie die de verschillen in protocollen van de fysieke proeven tussen mannen en vrouwen rechtvaardigt;

Gelet op het protocol van het Sectorcomité XV van 28 juni 2022;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, verlengd met 15 dagen, die op 29 juli 2022 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de gelijkkansentest van 28 juni 2022;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2022/42010]

14 SEPTEMBRE 2022. — Arrêté ministériel fixant le contenu, les modalités et la constitution d'une réserve à l'issue du concours de recrutement de capitaines, francophones et néerlandophones (M/F/X), pour le Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente,

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, l'article 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles - Capitale du 20 juillet 2011 déterminant en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les grades des membres du personnel du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale qui constituent un même degré de hiérarchie ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2017 portant création de Bruxelles Fonction Publique ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 août 2017 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente, les articles 13 à 17 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 2019 fixant la répartition des compétences entre les ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'article 5, 8°;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2019 fixant le cadre linguistique du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 décembre 2021 fixant le plan de personnel pour l'année 2021 du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente ;

Vu le rapport au ministre du 5 mars 2020 concernant la motivation justifiant les différences des protocoles des épreuves physiques entre hommes et femmes

Vu le protocole du Comité du secteur XV du 28 juin 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, prorogé de 15 jours, adressée au Conseil d'État le 29 juillet 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le test égalité des chances du 28 juin 2022 ;